

# JEAN-CLAUDE GAUDIN, MAIRE DE MARSEILLE, AU SOIR D'ALGÉRIE : «Il faut poursuivre le travail engagé par le processus de Barcelone»

*La France et l'Algérie sont deux pays intimement liés. Ils partagent une histoire et de nombreuses valeurs. La relation entre Marseille et Alger illustre parfaitement cette amitié... Jean-Claude Gaudin est actuellement maire de Marseille, sénateur des Bouches-du-Rhône, président du groupe UMP au Sénat. Il a eu à présider cette formation politique en 2004 et en 2007... Jean-Claude Gaudin est considéré en France comme un partisan du rapprochement avec l'Algérie. Il a bien voulu répondre à notre correspondant en Europe, Aziouz Mokhtari, à l'occasion de la visite du président Hollande en Algérie...*

Entretien réalisé par Aziouz Mokhtari

**Le Soir d'Algérie :** Monsieur Jean-Claude Gaudin, qui dit France-Algérie, dit nécessairement surtout Marseille-Alger, ou Alger-Marseille.

**Jean-Claude Gaudin :** Marseille et Alger sont étroitement liées dans le cadre de relations bilatérales.

L'entraide et la solidarité se font donc dans les deux sens. La cité phocéenne entretient des relations privilégiées avec la wilaya d'Alger, dans le cadre d'un accord de coopération qui nous lie depuis juin 1980.

Cet accord a été réactualisé en 1999 et plus récemment en 2006, lors de l'importante mission officielle que j'ai conduite à Alger.

Cette mission officielle organisée en partenariat avec la Chambre de commerce et d'industrie Marseille Provence a regroupé près de trois cents personnes : une centaine de chefs d'entreprise et des universitaires, des praticiens hospitaliers, des acteurs à l'international.

**Vous avez déclaré, récemment, votre volonté de hisser la relation entre Marseille et Alger à un niveau exceptionnel, quels sont les domaines qui vous paraissent les plus aptes à être promus ?**

Les relations entre Marseille et Alger sont déjà uniques en leur genre. Grâce à une volonté commune, des projets d'envergure ont pu voir le jour. La basilique Notre-

Dame-d'Alger, sœur jumelle de Notre-Dame-de-la-Garde, a été entièrement réhabilitée à partir de 2006, dans le cadre d'une convention quadriennale de coopération décentralisée passée entre la wilaya d'Alger, la ville de Marseille, la Région PACA et le département des Bouches-du-Rhône. J'ai d'ailleurs officiellement participé à l'inauguration de la restauration de cette basilique, fin 2010. La «Fontaine de l'Espérance», symbole de paix et de fraternité, élément emblématique de la ville de Marseille, a été réalisée en 2000 sur le parvis du Parc du 26<sup>e</sup> Centenaire à Marseille. Cette fontaine, qui a également été réalisée à Shanghai, en 2005, ville jumelée avec Marseille, a été construite dans les jardins de Taleb-Abderrahmane, dans le quartier de Bab El-Oued, d'Alger. Monsieur Addou, wali d'Alger, et moi-même avons inauguré cette fontaine en juin 2010. Mais des accords de coopération sont également engagés, en matière d'emploi, de santé, d'économie et bien d'autres domaines...

**Une importante communauté algérienne et/ou d'origine algérienne vit à Marseille, pourtant le flux des voyageurs entre les deux villes ne semble pas être au diapason. Quelles sont les causes de ce handicap ?**

Premier port de France, la population de Marseille s'est constituée strate par strate, au fil des vagues de migration. De nombreuses communautés composent une mosaïque de culture, de valeurs et de culte.



Photo : DF

Jean-Claude Gaudin

Mon rôle, en tant que maire, est de faire en sorte que tout le monde cohabite en harmonie, dans le respect de l'autre. C'est notamment dans cette logique que nous avons créé «Marseille Espérance», une association œcuménique qui rassemble tous les cultes. Cette multitude de communautés est une force et une richesse pour Marseille.

**Dans un passé récent, Marseille était la principale destination des petites et moyennes entreprises algériennes par leur approvisionnement en produits destinés au marché algérien, depuis, il y a un tassement.**

Marseille bénéficie aujourd'hui d'un nouvel élan économique porté par le tourisme, les croisières, la culture, l'économie de la connaissance... Nous accueillons chaque année plus de 4 millions de touristes qui génèrent plus de 700 millions d'euros. Ce secteur représente plus de 18 000 emplois, créés à tous les niveaux de qualification. Pour autant, Marseille ne néglige ni ses forces industrielles, ni son statut de premier port français méditerranéen. Euroméditerranée 1 et 2 nous ont permis de rénover des quartiers entiers à proximité du port, abandonnés depuis la désindustrialisation. Ce dispositif a permis

de créer de nombreux emplois, dans le bâtiment au moment des travaux, et d'attirer de nombreuses entreprises du secteur tertiaire. L'Algérie demeure un partenaire économique privilégié de la cité phocéenne. L'import-export entre nos deux pays est un atout majeur pour l'économie phocéenne. Par ailleurs, je suis persuadé que le Maghreb connaîtra dans quelques années la même croissance économique que celle de pays comme la Chine. Marseille sera alors la porte d'entrée naturelle des pays maghrébins vers l'Union européenne.

**Les procédures compliquées et vexatoires pour l'attribution du visa dissuadent les Algériens de la destinée Marseille, comme par le passé, au profit d'Istanbul, des villes espagnoles, italiennes, Tunis. Comptez-vous profiter de la visite du président français en Algérie pour soulever la question ?**

Il me semble plus que jamais nécessaire de poursuivre le travail engagé par le processus de Barcelone pour créer une véritable Union pour la Méditerranée. Au-delà des domaines de coopération actuels qui sont principalement d'ordre énergétique et environnemental, cette organisation devra permettre aux pays membres de s'accorder sur une politique commune des flux migratoires et des séjours à l'étranger. Marseille, au carrefour de la Méditerranée, a les atouts en main pour jouer un rôle déterminant dans cette procédure : une situation géographique privilégiée, son statut de premier port de France, une culture méditerranéenne fortement ancrée... Le gouvernement français actuel, dirigé par François Hollande, doit poursuivre les efforts qui avaient été engagés par Nicolas Sarkozy pour la création de l'Union pour la Méditerranée.

**On vous dit proche de l'Algérie en tant qu'avocat du rapprochement avec l'Algérie ?**

La France et l'Algérie sont deux pays intimement liés. Ils partagent une histoire et

de nombreuses valeurs. Cette richesse commune permet de consolider des accords de coopération très importants, fondamentaux pour nos deux pays. La relation entre Marseille et Alger illustre parfaitement cette amitié. Je n'ai pas hésité à apporter l'aide de l'assistance publique : hôpitaux de Marseille, pour le nouvel hôpital d'Oran, à la demande d'Abdelaziz Bouteflika.

**Vous avez déclaré votre enthousiasme à l'annonce de la nomination de M. Sellaal comme Premier ministre.**

Je me réjouis que Monsieur Abdelmalek Sellaal ait été nommé Premier ministre. C'est une personne de grande qualité que j'ai eu l'honneur de rencontrer plusieurs fois à Alger et à Marseille. Notre dernière rencontre date du 13 mars 2012, à l'occasion du 6<sup>e</sup> Forum mondial de l'eau qui s'est tenu à Marseille du 12 au 17 mars. Les Forums mondiaux de l'eau sont les plus grands événements internationaux relatifs au secteur de l'eau. Celui de Marseille a accueilli plus de 35 000 participants. Je ne doute pas que cette haute personnalité, amie de la France, contribue au renforcement des liens entre nos deux pays et plus particulièrement entre Marseille et Alger.

**Plusieurs initiatives et projets ont été initiés en partenariat avec Chérif Rahmani (ex-gouverneur du Grand Alger), ministre de l'Environnement et actuellement ministre de l'Investissement), où en est le suivi ?**

Tous les projets que nous avons initiés grâce au travail mené en collaboration avec Chérif Rahmani seront menés à bien. Je l'ai rencontré lors de mon dernier déplacement à Alger, en 2010, durant lequel nous avons inauguré la Fontaine de l'Espérance dans les jardins de Taleb+Abderrahmane, dans le quartier de Bab El-Oued.

**Croyez-vous à un partenariat d'exception entre Marseille et Alger ?**

Evidemment, puisqu'il est déjà initié !  
A. M.

## INSTITUT NATIONAL DE CRIMINALISTIQUE ET DE CRIMINOLOGIE

### 6 690 affaires élucidées depuis le début de l'année

Près de 6 690 affaires criminelles ont été élucidées, au cours de cette année, par les services de l'Institut national de criminalistique et de criminologie de la Gendarmerie nationale (INCC).

Il n'existe pas de crime parfait. Le colonel Abdelhamid Messaoudi, DG de l'INCC, qui s'exprimait hier, sur les ondes de la Radio nationale chaîne III, le rappelle. Selon lui, grâce à la preuve scientifique «toute personne doit prendre conscience qu'il n'y a plus de crime insolvable, quelle que soit la nature du crime ou la perfection de l'auteur». Selon l'invité de la radio, l'Institut national de criminalistique et de criminologie a réussi à élucider entre 16 et 20% des affaires criminelles (soit un nombre de 6 690) au cours de cette année. En effet, l'Institut dispose de moyens, techniques et scientifiques, très avancés et «en adéquation totale avec l'évolution de la criminalité sur les plans quantitatif et qualitatif» pour élucider les plus complexes des affaires criminelles, liées en particulier au trafic d'armes, de drogue ou de terrorisme. Selon le colonel Messaoudi, l'INCC a effectué des paramètres d'analyses et d'études de la criminalité en Algérie et a démontré que celle-ci se caractérise par les infractions d'appropriations ou d'atteintes aux biens et aux personnes. Le vol, l'agression et le cambriolage constituent, cependant, la majorité des infractions. Selon les données d'une cartographie sur la criminalité, les zones du Sud sont impliquées dans toutes sortes de crime organisé, trafic illicite ou vol de véhicule. Au Nord, les violences physiques et verbales, le cambriolage des domiciles et les vols constituent la majorité des infractions.

S. A.

## L'ÉLECTION DES MAIRES EN DEHORS DU DÉLAI LÉGAL CRITIQUÉE PAR LE RCD

### «Un piétinement de la souveraineté populaire»

*«L'élection en catimini et en dehors du délai légal est un piétinement de la souveraineté populaire par l'administration», pour B. Boudiaf, président du bureau régional du RCD qui s'est livré dans un point de presse organisé, hier mardi, à un bilan critique des résultats des élections locales du 29 novembre dernier.*

Le responsable du RCD considère que la situation ainsi dénoncée est la conséquence des amendements apportés à la loi organique portant sur les modalités d'élection du maire et sur la constitution des majorités au sein des assemblées locales. «Une loi bricolée et faite à la hussarde», s'indignera le responsable de wilaya du parti de Mohcine Bellabas. Mais au-delà des nombreuses failles et limites de cette loi qui est l'origine de la confusion et des débors

dements qui ont émaillé les cérémonies d'élection des P/APC, c'est surtout l'interprétation de façon sélective et aléatoire par les représentants de l'administration de certaines dispositions de la loi organique qui gêne et que décrie l'orateur qui qualifie de «clandestine et en catimini» l'élection des 7 P/APC pour des raisons de contestation en dehors de la date butoir du 14 décembre dernier. En effet, ces opérations électorales dont le déroulement est en cours, se sont faites au niveau des sièges de daïra ou de la wilaya pour éviter d'exacerber la colère des citoyens de certaines municipalités qui considèrent qu'il y a eu détournement de leur choix électoral. «Nous sommes entrain de ramasser des preuves sur ces installations illégales et que nous verserons dans un dossier qui fera l'objet d'une présentation devant les instances judiciaires concernées», dira le responsable du RCD qui est revenu sur le score électoral du RCD au niveau de la wilaya de Tizi-Ouzou où «le RCD reste toujours la première force», et pour qui les enjeux de l'alliance post-électorale FFS-RND-FLN sont ailleurs que dans la constitution des majorités et

le partage des commissions au niveau des APC et APW. «L'objectif pour ces trois partis s'inscrit dans la perspective des échéances électorales de 2014», dira B. Boudiaf qui parle «d'un plan diabolique qui vise la normalisation de la Kabylie» qui est un préalable aux élections présidentielles de 2014, selon le même orateur qui a abordé le plan d'action des P/APC RCD et, notamment, à Tizi-Ouzou, où le P/APC élu, Ouahab Ait Menguellet est attendu sur beaucoup de chantiers comme celui de l'état civil, de l'amélioration du cadre de vie... Pour le RCD qui promet de mettre sur pied une association des élus locaux, impose des exigences à ces derniers dont il est attendu de présenter un bilan annuel devant les citoyens et une gouvernance transparente. A cet égard, le responsable du RCD n'a pas manqué de citer en exemple la gestion du maire d'Iferhounène. Pour Hamid Ait Saïd, le maire doit tenir un discours de vérité devant les citoyens et faire preuve de courage. Il vient d'être réélu à la majorité écrasante au niveau de sa commune.

S. Aït Mèbarek

## AÏN DEFLA

### «Nous ne pouvons accorder que ce qui relève de notre compétence»

*Le ministre de l'Education nationale a effectué hier, pour la première fois depuis sa nomination à la tête de cet important secteur, une visite qu'on pourrait appeler d'information et d'évaluation de la carte scolaire de la wilaya de Aïn Defla.*

Après avoir inauguré un CEM à Miliana, visité le chantier de rénovation du plus vieux lycée de la wilaya réalisé en 1876, le lycée Mohamed-Abdou, qui fut la première Ecole normale, procédé à la pose de la première pierre du lycée de Bourached et l'inauguration d'un autre CEM à Aïn Defla dans le quartier El Khechab, le ministre a tenu un point de presse pour répondre aux nombreuses questions des journalistes. Interrogé sur l'évaluation de la situation du secteur

dans la wilaya, il s'est dit très satisfait de tout ce qui a été réalisé tout en reconnaissant qu'il reste encore à faire. Il s'est dit aussi satisfait des capacités de réalisation des structures, un lycée construit et opérationnel en une année et un CEM en huit mois ce qui, note-t-il, n'est pas le cas dans d'autres wilayas où cela demande deux ans et plus, avec certains retards parfois.

Après la présentation d'un rapport général par le directeur de l'éducation,

le ministre a relevé un taux impressionnant d'élèves qui ne franchissent pas le cap du passage au cycle secondaire, un taux estimé à plus de 52%.

S'agissant de la formation des enseignants, notamment ceux qui forts de leurs diplômes universitaires sont recrutés et qui se voient confier des classes, le ministre a parlé alors de formation continue ou à temps limité par intermittence quitte à empiéter sur les vacances.

A la question de savoir si on pense rouvrir sous une forme améliorée les ex-ITE qui ont formé plus ou moins bien un très grand nombre d'enseignants des trois cycles, le ministre n'apportera aucune réponse nette. Pour ce qui est des relations entre le

MEN et le monde syndical, il dira : «Nous écoutons tout le monde et nous étudions toutes les propositions.»

Les œuvres sociales de l'éducation sont gelées depuis 2010. Questionné à ce sujet, A. Baba Ahmed dira que «les commissions ont été installées, les crédits sont à la disposition des structures sociales locales, on espère que le dégel va se faire».

A propos de la situation des agents relevant des corps commun, le ministre dira que «le problème est un problème national et non spécifique au secteur de l'éducation, il ne peut trouver de solution que dans un cadre interministériel, voire gouvernemental, nous ne pouvons accorder ce qui ne dépend pas de nous».

Karim O.